

La gouvernante anglaise de la France (1920-1940)

Université de Besançon, 28 mai 2021, en visioconférence,
dans le cadre du cycle « Nations en quête de leur passé »

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

Nous allons parler de la dépendance française vis-à-vis de la « **gouvernante anglaise** » ? ¹ De quoi s'agit-il ? L'expression désigne la dépendance, réelle ou supposée, de la France, victorieuse de la Grande Guerre mais affaiblie, vis-à-vis du Royaume-Uni, entre les deux guerres. Cette expression nous a été léguée par le grand historien **Jean-Baptiste Duroselle (1917-1994)**, qui l'utilisait, paraît-il, en petit comité et elle a été reprise par certains de ses « disciples », nous y reviendrons.

Conférences internationales, rencontres, crises, nouvelles tensions internationales des années 30 démontrent, semble-t-il, la « mise en tutelle » du « brillant second », à la « **remorque** » de la Grande-Bretagne, ce qui est largement dénoncé en France à l'époque. La France est affaiblie, faible face à l'Allemagne, spécialement face à Hitler, ce qui conduit sa main à s'accrocher aux jupes de la « gouvernante anglaise ». Évidemment, il faudrait plutôt dire « **britannique** » !

Effacement français dès les **années 20** ? *Appeasement* à la française dans les **années 30** ?

□ De quoi s'agit-il dans les années 20, déjà ?

Dès les années 1920, par un jeu de bascule très britannique, le gouvernement de Londres, hier allié de la France contre l'Allemagne, se rapproche du vaincu. **Or, la France est affaiblie par la Grande Guerre**, la politique d'exécution du traité de Versailles (Poincaré) échoue et la France a besoin de l'appui diplomatique et financier du Royaume-Uni, dès les années vingt. On le voit lors de **conférences internationales** et elle est à la remorque de tous les projets britanniques concernant l'Europe centrale, notamment.

Symbole de la **fameuse partie de golf, à la conférence de Cannes** de 1922, de Briand avec Lloyd George : Briand — qui est loin de n'être qu'un gamin qui tient la main de la « gouvernante anglaise » — prend apparemment une « leçon ».

¹ Le maître livre est J.-B. Duroselle, *La Décadence. 1932-1939*, Imprimerie nationale, 1979, 568 p., réédition, Seuil, coll. « Points », 1983. Ces questions ont été en partie traitées dans l'article de Richard Davis, « Le débat sur l' "appeasement" britannique et français dans les années 1930. Les crises d'Éthiopie et de Rhénanie », dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 1998, pp. 822-836.

On voit même cette dépendance dans le domaine... du **sport collectif**. La Grande-Bretagne est encore plus hostile que la France à la participation des anciens vaincus aux rencontres internationales et l'on peut parler sans risque d'exagération **d'initiative du Royaume-Uni**, secondé par la France et la Belgique ¹. L'historien Pierre Arnaud (1942-2016) va plus loin encore en écrivant :
 « au lendemain de la première guerre mondiale, l'Angleterre veut imposer sa loi en imposant aux pays vainqueurs de ne pas rencontrer les neutres et les vaincus, ni même les pays vainqueurs qui pourraient jouer contre eux. »

Il remarque en outre que la presse sportive française supporte très mal cette forme très particulière de **leadership britannique**. *La Vie au grand air* du 20 mai 1920 écrit « que l'Angleterre a mis la France en demeure de la suivre, comme une péniche suit un **remorqueur**... » ² Plus tard, pour les années trente, on parle ouvertement de remorque et de **dépendance** !

Revenons sur **un certain nombre de points et d'exemples**, plus sérieux que le domaine du sport (!) et non exhaustifs.

Les « traités de garantie » : États-Unis et Grande-Bretagne garantissent la France contre une éventuelle invasion allemande. Mais ces traités, **annexés au traité de Versailles**, ne seront jamais ratifiés ! Les États-Unis et la Grande-Bretagne font cause commune contre la France, mais, « géant déjà "fatigué" en 1914, colosse ébranlé en 1919, la Grande-Bretagne n'a pas pris conscience que son poids relatif a changé » (Roland Marx, historien, 1933-2000). Le gouvernement britannique tient avant tout au **maintien de l'équilibre en Europe** pour éviter la renaissance d'un conflit dans lequel serait entraînée l'Angleterre. Or, il estime à juste titre que le danger allemand est éliminé. Au contraire, la première puissance sur le continent est désormais la France, d'autant que celle-ci pratique à l'occasion de la paix de 1919 et pendant les premières années 20 un véritable impérialisme « du pauvre », selon l'expression de l'historien Georges-Henri Soutou. Par un jeu de bascule très britannique, le gouvernement de Londres, hier allié de la France contre l'Allemagne, se rapproche du vaincu.

La **conférence de Cannes (6-13 janvier 1922)**. Les deux pays élaborèrent un plan : la France accepterait qu'on accordât à l'Allemagne un moratoire du paiement des Réparations ; en échange, la Grande-Bretagne donnerait à la France un gage de sécurité, la signature, enfin, d'un « traité de garantie ». Sur cette base de la promesse d'une intervention anglaise en cas d'attaque allemande, la conférence de Cannes aboutit à un **accord bilatéral** mais devant l'opposition au moratoire des ministres et du président de la République

¹ P.Arnaud et A.Wahl dir., Colloque de Metz (1993) *Sport et relations internationales*, Metz, 1994, 286 p., p. 6.

² Page 39 du numéro. Cf. P.Arnaud et A.Wahl dir., Colloque de Metz (1993) *Sport et relations internationales*, Metz, 1994, 286 p., pp. 56 & 68.

(Millerand), **Briand démissionna** (12 janvier 1922) et fut remplacé par l'homme de la « politique d'exécution », Poincaré.

Importance des **plans Dawes et Young** : une tradition de recherche de la tutelle britannique, qui se continue dans les années 30, est née dans les années 1920.

□ La France dans les jupes de la « gouvernante anglaise » 1 ? Années 30

Cette décennie des années trente est beaucoup plus une *avant-guerre* que la Belle Époque. Et la crise économique des années trente...

Clemenceau déjà avait craint l'isolement diplomatique de la France, qui ne pourrait que l'affaiblir dangereusement. La France est face à de **nouvelles tensions internationales** et elle a **besoin de l'aide britannique**, de l'appui de la « gouvernante anglaise », expression du grand historien **Jean-Baptiste Duroselle** en petit comité, reprise par certains de ses « disciples ». Par écrit Duroselle se limite aux expressions de renforcement de « la politique de solidarité avec l'Angleterre », de pratique de « l'*appeasement* à contre-cœur » et de « ligne anglaise », mais, surtout, il cite **l'expression employée par Édouard Daladier, dans son discours de Sarrebruck (9 octobre 1938)**, de « gouvernantes anglaises », au pluriel. **2**

La Grande-Bretagne ne considère pas les questions européennes comme essentielles à sa sécurité. Il s'y produit

« un raz-de-marée conservateur et l'arrivée durable au pouvoir de tories pacifistes et gallophobes, prêts à sécréter l'"appeasement", qui devaient susciter plus tard la colère de nombreux historiens et publicistes britanniques » **3**.

La **politique d'apaisement** accepte l'hypothèse d'une révision partielle des traités de 1919, dans la mesure où elle ne sera pas imposée par la force, et juge opportun d'accorder à Hitler quelques satisfactions en Europe centrale, si elles concernent des minorités allemandes séparées du Reich. **L'opinion publique** est très favorable à *l'appeasement*. Autour de **Neville Chamberlain**, les **principaux appeasers** sont Stanley Baldwin (1867-1947), sir Samuel Hoare (1880-1959) et Lord Halifax **4**. Le pays doit agir comme médiateur pour désamorcer les conflits, s'incliner devant les faits accomplis, obliger les autres pays à faire des concessions, « raisonner » l'Allemagne, etc. Néanmoins, **quelques critiques s'élèvent** : les travaillistes, en particulier, regrettent qu'on ne soutienne pas suffisamment la SDN. Clement **Attlee** (1883-1967), ancien brillant officier de la Grande Guerre,

1 Cf. J.-B.Duroselle, *La Décadence. 1932-1939*, Imprimerie nationale, 1979, 538 p., réédition, Seuil, coll. « Points », 1983.

2 J.-B.Duroselle, *La Décadence. 1932-1939*, Imprimerie nationale, 1979, 568 p., pp. 368, 382 et 493.

3 J.-B.Duroselle, *La Décadence. 1932-1939*, Imprimerie nationale, 1979, 568 p.

4 Edward Frederick Lindley Wood, comte d'Halifax (1881-1959).

sous-secrétaire d'État à la Guerre dans le premier gouvernement travailliste (1924), ministre du Cabinet MacDonald de 1929-1931, devient le *leader* du parti travailliste en 1935 et combat la politique d'*appeasement* de Neville Chamberlain. Des travaillistes minoritaires comme Ernest Bevin (1881-1951) pensent même que la Grande-Bretagne devrait agir par la force pour éviter une agression.

Quant à Lloyd George, certes il professe des idées pacifistes, mais il n'en dénonce pas moins la politique d'*appeasement* de Neville Chamberlain. Autour de **Winston Churchill** (malgré ses sympathies pour Mussolini et Franco) et **Anthony Eden** – qui a rencontré en 1934 Hitler, lequel lui a fait mauvaise impression – des conservateurs voient dans l'apaisement un expédient provisoire, en attendant que la Grande-Bretagne ait réarmé. Churchill et Eden vont être de plus en plus critiques et Churchill dira même pendant la Seconde Guerre mondiale que l'Angleterre est... responsable de la guerre. Cependant, dans leur grande majorité, les Britanniques, malgré leur antipathie pour le régime nazi, sont profondément attachés à la paix.

En mai 1937, Neville Chamberlain, partisan déclaré de l'apaisement, devient Premier Ministre.

Neville Chamberlain (1869-1940) était le fils de Joseph Chamberlain (1836-1914) et le demi-frère d'Austen Chamberlain (1863-1937). Député conservateur à partir de 1918, chancelier de l'Échiquier 1931-1937, il avait reconverti l'économie britannique après la Crise et participé à l'élaboration des accords d'Ottawa de 1932. Mais, Premier Ministre à partir de 1937, il était peu au fait des questions internationales et mal conseillé.

Neville Chamberlain est un **partisan résolu de la politique d'apaisement (*appeasement*)**. Pour lui, l'apaisement était une vraie doctrine. Il était convaincu que certaines prétentions allemandes étaient fondées. Ne valait-il pas mieux les satisfaire et économiser une guerre ? De plus, la Grande-Bretagne ne considérait pas les questions d'Europe centrale comme essentielles à sa sécurité. De là, une politique qui acceptait l'hypothèse d'une révision partielle des traités de 1919, dans la mesure où elle ne serait pas imposée par la force, et jugeait opportun d'accorder à Hitler quelques satisfactions en Europe centrale, surtout lorsque ses revendications concernaient des minorités allemandes séparées du Reich.

□ **Illustration avec la première crise tchécoslovaque et Munich (1938)**

Édouard Daladier (1884-1970), président du Conseil, fit savoir à plusieurs reprises qu'en cas d'agression contre la Tchécoslovaquie, la France honorerait son alliance. Toutefois, le ministre des Affaires étrangères, **Georges Bonnet** (1889-1973), un véritable *appeaser* à la française, considérant les insuffisances d'armement de la France et la contradiction, à ses yeux, entre la

politique de réarmement et la politique financière orthodoxe **1**, espérait qu'on pourrait s'en dégager. Au moins fallait-il chercher à avoir l'appui britannique et soviétique. En profondeur, en France, **le danger allemand n'avait pas provoqué d'élan national semblable à celui qui avait précédé la Grande Guerre**. D'autres préoccupations absorbaient en effet le pays. L'année 1936 avait réveillé l'inquiétude sociale. Chez un grand nombre de Français, le sentiment du péril extérieur était éclipsé par la hantise du communisme et le fascisme italien avait toujours eu la sympathie active des « ligues » : désormais, pour beaucoup, l'idée d'une solidarité avec Mussolini, voire avec Hitler, paraissait naturelle. Les partis de gauche et les syndicats, par contre, étaient violemment hostiles aux dictatures, menace pour la « liberté du monde ». Ils avaient stigmatisé l'agression italienne en Éthiopie et encouragé les républicains espagnols ; mais leurs manifestations n'avaient pas eu de portée pratique, et le gouvernement Blum avait refusé de s'engager. Le pays demeurait profondément pacifiste. Paralysée par les remous de l'opinion, consciente de sa faiblesse démographique, la France pratiquait en fait, dans le domaine des relations internationales, la même tactique défensive que préconisait l'état-major sur le plan militaire **2** ! **Les gouvernements français, redoutant l'isolement, ne voulaient pas se dissocier de la politique britannique, qu'ils suivaient, parfois à contrecœur, dans l'« apaisement » : la France n'avait donc pratiquement plus de politique extérieure indépendante.**

La Grande-Bretagne, elle, était alors gouvernée par le conservateur **Neville Chamberlain**, partisan résolu de la politique d'apaisement (*appeasement*), mais quelques critiques s'élevaient en Grande-Bretagne (voir plus haut). Cependant, dans leur grande majorité, les Britanniques, malgré leur antipathie pour le régime nazi, étaient profondément attachés à la paix. L'illusion de Neville Chamberlain résidait dans la croyance qu'on pourrait un jour *satisfaire* Hitler, et que celui-ci, ayant annexé des territoires, ne chercherait pas à s'étendre ailleurs. En tout cas, **Chamberlain fit savoir dès avril 1938 à Daladier, en visite à Londres, qu'il ne ferait pas la guerre pour la Tchécoslovaquie**. On voit très clairement **3** à ce moment que

« Daladier excelle dans les déclarations de principe et dans les jugements

1 Voir, très clair, R.Frank, *La hantise du déclin. Le rang de la France en Europe, 1920-1960. Finances, défense et identité nationale*, Belin, 1994, 316 p., réédition sous le titre *La hantise du déclin. La France de 1914 à 2014*, Belin, 2014, 285 p.

2 Pour aller plus loin : R.J.Young, « Le haut commandement français au moment de Munich », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1977, pp. 110-129.

3 Grâce à René Girault, « La décision gouvernementale en politique extérieure », dans le colloque publié par R.Rémond & J.Bourdin, *Édouard Daladier, chef de gouvernement, avril 1938-septembre 1939*, Colloque (1975), FNSP, 1977, 320 p., pp. 209-227, p. 222.

d'ensemble [mais] il se laisse manœuvrer par ses partenaires britanniques fort habiles à cacher leur volonté d'atermoiement ou leur passivité sous des dehors pratiques [:] après le rappel des grands principes, vient le moment des solutions et des marchandages et, sur ces points, le président [du Conseil] est beaucoup moins solide [...]. »

D'ailleurs, au cours d'un voyage à Londres, Konrad Henlein, le leader des Sudètes germanophones, avait pu constater que ses revendications, habilement présentées comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, trouvaient un écho favorable dans la presse. **Chamberlain avait déjà pratiqué la politique d'apaisement vis-à-vis de l'Italie : le gentleman's agreement du 16 avril 1938 ou « Accord de Pâques » avait abouti à la reconnaissance par la Grande-Bretagne de la conquête de l'Éthiopie.**

En conséquence de ces attermoiements, Hitler lança la surenchère. À Nuremberg, le 12 septembre 1938, il prononça un très violent discours dans lequel il reprocha à la police tchèque de maltraiter les Sudètes, auxquels il promit le secours du Reich. Il laissa entendre qu'il fallait aller plus loin qu'une simple autonomie interne pour la région des Sudètes, qui devait être annexée à l'Allemagne. **Inquiet, le Premier ministre britannique, Neville Chamberlain demanda une entrevue à Hitler, décidant d'aller lui-même le voir. Il prit l'avion (pour la première fois de sa vie...) et rencontra Hitler à Berchtesgaden, le 15 septembre. Hitler lui fit part de sa volonté d'annexer les Sudètes. Porteur de ces revendications, Chamberlain rencontra Daladier.** Celui-ci se résigna à subir les revendications nazies, à condition que la Tchécoslovaquie acceptât le démembrement. Le président Bénès ne donna son accord qu'à la suite d'un **véritable ultimatum franco-anglais.** À la même heure, Konrad Henlein réclama ouvertement l'annexion. Chamberlain regagna Londres où le gouvernement accepta que tous les territoires peuplés d'au moins 50 % d'Allemands fussent rattachés à l'Allemagne. **Le gouvernement français, lui, se montra très divisé :** tandis que le ministre des Finances Paul Reynaud, ainsi que Georges Mandel, voulait résister aux exigences hitlériennes, le ministre des Affaires Étrangères, Georges Bonnet, se rallia au plan adopté à Londres. **Daladier finit par épouser l'opinion de ce dernier,** et, le 20 septembre, le gouvernement tchèque fut avisé de la position franco-britannique. **Bénès s'inclina, tandis que Chamberlain allait rendre compte à Hitler de la solution proposée.**

À la grande surprise de Chamberlain, Hitler formula des exigences nouvelles, sous la forme d'un mémorandum. Les Tchèques devraient évacuer les Sudètes sans emmener leurs biens ; tout devrait être terminé pour le 1er octobre ; il exigeait en outre que les 600 000 Allemands originaires de cette région et installés en Allemagne depuis 1919 participent à un éventuel plébiscite, et que la

Tchécoslovaquie abandonne la Silésie du Sud (district de Teschen ou Cieszyn) à la Pologne et la Slovaquie méridionale à la Hongrie. **Chamberlain refusa d'accepter ces exigences.** On put croire, pendant une semaine, que la guerre allait éclater. La Tchécoslovaquie décréta la mobilisation générale. **La France, l'Angleterre, l'Allemagne, prirent des mesures de précaution (mobilisation partielle pour la France).** La tension devenait grande et le plus dramatique était que, la concession essentielle ayant été faite, **la guerre risquait d'éclater pour des divergences relativement secondaires.**

Mais « relativement secondaires », cela n'avait pas la même signification dans tous les pays. Dans une allocution radiodiffusée le 27, Chamberlain lâcha cyniquement : « Il est incroyable que nous en soyons à creuser des tranchées et à essayer des masques à gaz en raison d'une querelle qui s'est produite dans un pays lointain, entre des gens dont nous ne savons rien. » **1**

Hitler annonça qu'il mobiliserait le 28 septembre s'il n'obtenait pas satisfaction, le gouvernement français rappela des réservistes, la flotte anglaise fut mise en état d'alerte. Était-ce la guerre ? Ce ne fut que la « **fausse guerre** », comme on dit en France. **Londres lança l'idée d'une conférence de la dernière chance,** Mussolini, qui redoutait un conflit pour lequel l'armée italienne n'était pas prête, soutint la proposition britannique. **Hitler accepta. Il savait que ces tentatives de conciliation tournaient toujours à l'avantage de son pays ;** beaucoup de chefs nazis pensaient que l'armée n'était pas prête et inclinaient au compromis : ils convainquirent Hitler.

La conférence de Munich (29-30 septembre 1938) fut une conférence des chefs de gouvernement des quatre puissances occidentales, URSS et Tchécoslovaquie étant exclues. Le 29 septembre, à Munich, Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier se rencontrèrent. Quelques heures de discussion seulement aboutirent au **triomphe complet du Führer** : tous les points du mémorandum de Godesberg étaient acceptés. La France et la Grande-Bretagne donnaient leur garantie aux nouvelles frontières de l'État tchécoslovaque, mais Hitler et Mussolini ne firent à ce sujet que de vagues promesses et posèrent la question des minorités polonaise, hongroise et slovaque. Hitler, désormais sûr du succès, accepta d'échelonner du 1er au 10 octobre (*sic*) l'occupation des Sudètes et d'autoriser les résidents tchèques à liquider leurs biens.

Le 30 septembre, Chamberlain, avant de partir et sans consulter Daladier, signa avec Hitler un pacte de non-agression (la France l'imitera le 6

1 Cité dans P.Milza, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, coll. « Cursus », 1995, 192 p., réédition, 2002, 240 p., p. 167.

décembre grâce à Bonnet). Il revint satisfait et déclara à son arrivée à Londres : « **C'est la paix pour notre époque** » (scène ridicule de l'avion). La paix était sauvée, mais à quel prix ! Ce nouveau recul des démocraties, au mépris des alliances les plus solennelles, acheva de les discréditer auprès de leurs petits alliés d'Europe centrale et orientale. **La France, en particulier, avait abandonné son allié** et son prestige en Europe centrale et orientale disparut entièrement. Léon Blum écrivit ironiquement dans *Le Populaire* du 1er octobre : « La guerre est écartée. Le fléau s'éloigne. On peut reprendre son travail et retrouver son sommeil. On peut jouir de la beauté d'un soleil d'automne. » Hitler était à présent définitivement convaincu de la lâcheté française et anglaise. Il vit un autre encouragement dans l'attitude de l'opinion publique occidentale : celle-ci, plus sensible au maintien de la paix qu'à des considérations d'honneur et de parole donnée, se réjouit du résultat de la conférence. À sa grande stupéfaction, Daladier fut accueilli avec enthousiasme par les Parisiens, à son retour de Munich. Mais des **sondages** montrent en fait la grande diversité de l'opinion publique française : les uns approuvaient une entente qui, en évitant un conflit, avait sauvegardé la possibilité d'un rapprochement avec les dictatures, les autres dénonçaient en Munich une capitulation honteuse et le reniement de la parole donnée. **En France surtout, « munichois » et « antimunichois » s'affrontèrent en de vives controverses**, d'autant plus que les antimunichois étaient beaucoup plus nombreux dans l'opinion que parmi le personnel politique. Et de toute façon la coupure entre l'approbation et la résignation était extrêmement floue.

Les conséquences de Munich furent très graves. Le dépècement de la Tchécoslovaquie fut la conséquence la plus immédiate. Tandis que la région des Sudètes tout entière était rattachée, sans plébiscite, à l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie s'emparèrent des territoires qu'elles convoitaient. La Pologne, après un ultimatum le 1er octobre, s'empara le lendemain du district silésien de Teschen (Cieszyn, 230 000 habitants). La Hongrie, après l'« arbitrage de Vienne », du 2 novembre, fait par Ciano et Ribbentrop, se vit adjuger 12 000 km² du sud de la Slovaquie, avec un million d'habitants, en majorité hongrois d'ailleurs. Elle reçut en outre le sud-ouest de la Ruthénie (700 000 habitants). Parallèlement, la Tchécoslovaquie se désagrèga. Le 7 octobre, la Slovaquie se donna un gouvernement autonome, quatre jours plus tard, la Ruthénie subcarpathique (à l'Est) fit de même.

Du côté soviétique, on s'irritait de la passivité des démocraties, face au « fascisme » : ne dissimulait-elle pas le désir de détourner vers l'Est les ambitions allemandes, ou même de créer un nouveau barrage antisoviétique, comme après la Première Guerre mondiale ? Au fond, les Soviétiques ne faisaient

pas de différence entre les démocraties impérialistes et les dictatures fascistes, toutes deux expressions du capitalisme international. Le réalisme de Staline avait orienté l'URSS vers une coopération avec la SDN, qui répondait à ses intérêts immédiats devant le danger hitlérien. Mais dès la fin de 1937, les discours de Litvinov laissaient entendre que l'URSS ne mettait plus tous ses espoirs dans la sécurité collective.

Surtout, l'agression avait été récompensée. Cela devait naturellement encourager Hitler et Mussolini. Ce dernier se trouva de fait au lendemain de Munich au sommet de sa gloire : Hitler continuait de lui offrir son amitié et les démocraties, qui avaient vu en lui le sauveur de la paix, le ménageaient. Fort de ce prestige circonstanciel, Mussolini se mit à la recherche de compensations et définit avec Ciano de nouveaux objectifs de politique extérieure. Mussolini fit émettre le 30 novembre à la « Chambre des faisceaux et corporations », **des revendications bruyantes à l'égard de la France : Djibouti, Tunisie, Corse, voire Savoie et Nice. Mussolini ajoutera le 4 février 1939, devant le Grand Conseil fasciste et visant cette fois-ci la Grande-Bretagne, Malte et Chypre.** Ces revendications sont toutes « justifiées » d'une façon ou d'une autre : principe des nationalités, « droits » historiques, élimination d'une pseudo-menace ¹.

Enfin Hitler, qui, par l'intimidation, avait atteint ses buts tout en écartant la menace d'une coalition antiallemande, sortait vainqueur de la crise et ne pouvait qu'être incité à de nouveaux coups d'audace.

□ **Deuxième illustration : la deuxième crise tchécoslovaque : le démembrement (1939) :**

L'espoir des Français et des Britanniques était qu'après Munich, Hitler accepterait de garantir les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie. Or telle n'était pas du tout son intention. Il voulait la démembrer. Il soutint **l'autonomisme slovaque**, sous la direction de Mgr Josef Tiso (1887-1947). Le 10 mars 1939, le président de la République tchèque, Emil Hácha (1872-1945), qui a remplacé Bénéš démissionnaire au lendemain de Munich, dissout le gouvernement slovaque – autoritaire et antisémite – de Mgr Josef Tiso, celui-ci fit appel à l'Allemagne. **Hitler convoqua Hácha à Berlin le 14 mars. Là, violemment pris à parti par Hitler, soumis à une pression morale inouïe, Hácha fut sommé d'appeler les troupes allemandes à Prague** faute de quoi la ville serait bombardée. Hácha se **résigna**. Le 15 mars, les troupes allemandes entrèrent en Bohême. La Slovaquie se proclama indépendante le même jour ; Hitler créa le « **Protectorat de Bohême-**

¹ Cf. la formule « Bizerte [base navale de Tunisie] aux mains des Français, c'est un pistolet pointé sur la Sicile. »

Moravie » sur les ruines de la Tchécoslovaquie. À l'est, l'Ukraine (ou Ruthénie) subcarpatique se proclama indépendante à l'instigation allemande le 14 mars 1939 et fut occupée par la Hongrie le 17, avec l'autorisation allemande. Hitler profita de ces circonstances pour annexer aussi Memel (Klaipėda) : le 22 mars, un ultimatum allemand contraignit la Lituanie à céder à l'Allemagne le territoire et la ville de Memel.

La France et l'Angleterre ne réagirent pas. Mais **Chamberlain**, face à cette **démonstration de l'inutilité de la politique d'apaisement** et devant l'évidence des ambitions sans limites d'Hitler, comprit que seule la guerre pourrait l'arrêter. Il **changea du tout au tout sa politique** et, suivi par la France, entreprit de résister aux entreprises hitlériennes. Le coup de force du 15 mars avait profondément indigné **l'opinion publique britannique**, le gouvernement de Londres se rendait compte qu'il ne fallait tenir aucun compte des engagements d'Hitler. Le 26 avril 1939, le service militaire obligatoire fut établi, en pleine paix, pour la première fois dans l'histoire du Royaume-Uni. **L'effort d'industrialisation militaire fut rapide** : dès 1939 la Grande-Bretagne produisit presque autant d'avions modernes que l'Allemagne.

Hitler, quelques jours après l'annexion de la Bohême, revendiqua publiquement la **ville libre de Dantzig (Gdansk)** dont la Diète était aux mains du parti nazi local. Mussolini pouvait craindre d'être entraîné dans la guerre ; Hitler manifesta une grande complaisance quant à l'Albanie, qui ne l'intéressait pas et il promit cyniquement de maintenir la paix européenne jusqu'en 1942.

La diplomatie anglaise changea donc radicalement d'attitude : le gouvernement français, assuré de l'appui britannique, put faire preuve de fermeté ; l'ère des capitulations et des marchandages honteux était révolue. Mais Hitler restait persuadé que les deux grandes démocraties européennes reculeraient encore, et, pour la première fois, il avait annexé un territoire non allemand. **Dès lors, dans les relations internationales, l'apaisement et Munich seront instrumentalisés pour justifier une politique de fermeté face aux agressions et aux dictateurs (cf. Corée, Suez et Vietnam), d'autant plus que le 14 avril 1939 Roosevelt fit, dans un discours suivi de deux messages adressés à Hitler et Mussolini, une démarche solennelle en faveur de la paix.**

Qu'en pense l'opinion publique française ? Tout au long de l'année 1939, de part et d'autre donc de la deuxième crise tchécoslovaque, le nombre de Français qui ne croient pas à l'imminence d'un conflit européen décroît et, s'ils sont encore majoritaires avant la crise, ils ne sont plus que 34 % fin juin 1939. Croire à la possibilité ou à l'imminence de la guerre signifie évidemment songer à la Pologne, et la Pologne c'est la revendication allemande de Dantzig. Désormais

76 % des Français estiment qu'il faudrait empêcher l'Allemagne nazie de s'emparer de la ville libre, « au besoin par la force », et **ils ne sont que 17 % à refuser de « mourir pour Dantzig », pour reprendre la célèbre formule de Marcel Déat.**

Entre-temps, une comparaison. Mussolini, de plus en plus attiré par l'Allemagne, accepte de signer, le 22 mai 1939, le « Pacte d'Acier », alliance *offensive* entre l'Italie et l'Allemagne. En cas d'entrée en guerre d'une des parties, l'allié interviendra immédiatement : **l'Italie est de plus en plus dans le sillage de l'Allemagne nazie**, qui a d'ailleurs préparé seule le projet d'accord. **Les Italiens ne pouvaient qu'être entraînés dans la guerre !** Bien que Ciano l'incitât à poursuivre une politique de semi-neutralité, le Duce s'était finalement décidé à cet accord : engagé dans une expansion méditerranéenne qui l'opposait aux démocraties occidentales, il éprouvait la nécessité d'être épaulé par le Reich, mais il estimait aussi le moment venu de « se joindre au gagnant ». Le Pacte d'Acier risque toutefois de **placer l'Italie à la merci des initiatives allemandes** : Mussolini avait donc tenu à préciser qu'il ne pourrait participer à un conflit avant 1943.

□ La troisième « étape » : la Pologne (1939)

La France et la Grande-Bretagne, dont les populations s'habituèrent à considérer la guerre comme inévitable, multiplièrent **les garanties** destinées à protéger les États les plus menacés par l'expansion allemande ou italienne. Le 31 mars, **Chamberlain** annonça qu'en

« cas d'une action quelconque mettant en danger nettement l'indépendance polonaise et à laquelle le gouvernement polonais estimerait être de son intérêt vital de résister, le gouvernement de Sa Majesté se considérerait comme tenu immédiatement de soutenir la Pologne par tous les moyens »

Quelques jours plus tard, le gouvernement français réaffirma la solidité de l'alliance polonaise signée en 1921. Ceci devait aboutir le 25 août seulement à une **alliance anglo-polonaise**, qui complétait l'alliance franco-polonaise de 1921. De même, **la Roumanie** – qui s'était vu imposer un traité de commerce draconien le 23 mars 1939 par l'Allemagne – et **la Grèce** furent « garanties ».

□ Retour en arrière sur la notion de « gouvernante anglaise »

Opérons **un retour en arrière** et tranchons la question de la « gouvernante anglaise » **1**. Un premier facteur est à faire entrer en ligne de compte

1 Deux contributions, très importantes, formant la troisième partie du colloque publié par R.Rémond & J.Bourdin, *Édouard Daladier, chef de gouvernement, avril 1938-septembre 1939*, Colloque (1975), FNSP, 1977, 320 p., éclairent la question : celle de René Girault (« La décision gouvernementale en politique extérieure ») et celle de François Bédarida (« La "gouvernante anglaise" »).

est la « **polycratie** » qui existe dans les deux nations en matière de politique étrangère. La multiplicité des positions françaises en matière de politique étrangère a été montrée par René Girault qui en distingue trois. La première est celle des « **réalistes orientaux** », qui continuent de préconiser la politique mise en œuvre par **Barthou** lors du tournant de 1934, ce qui suppose un complet soutien à la Tchécoslovaquie. Un second groupe de « décideurs » est fort différent, c'est celui des « **optimistes** » qui pensent que **Hitler bluffe** et que l'Allemagne n'a pas les moyens de faire une guerre longue. Enfin les « **pessimistes** » (**Bonnet et Anatole de Monzie 1, surtout**)

« sont au départ plus que sceptiques sur les chances militaires des démocraties occidentales face aux puissances de l'Axe, soit à cause du retard accumulé depuis 1933, soit à cause du pacifisme dominant dans l'opinion publique ; il faut, au mieux, faire "la part du feu", c'est-à-dire satisfaire aux demandes initiales du camp d'en face, en sachant qu'on ne peut plus sauver l'Europe orientale de la mainmise fasciste, l'avenir du pays étant vers son empire colonial et surtout dans une politique de rapprochement avec l'un des principaux acteurs, Mussolini, jugé plus conciliant et capable de réfréner les ardeurs d'Hitler. Dans ces conditions, négocier avec l'URSS stalinienne ne mène à rien, s'entendre avec Mussolini, voire même avec Franco, permettra de consolider les positions françaises en Europe occidentale vis-à-vis de laquelle Hitler ne manifeste pas de revendications territoriales. »

Mais la **politique britannique n'est pas univoque** ! Elle est duelle, nous dit l'historien François Bédarida (1926-2001), avec d'une part une rivalité très vive entre les **services du Premier ministre**, à Downing Street, et **ceux du Foreign Office**, et d'autre part **trois tendances britanniques**, la première étant les « pessimistes » ou « apaiseurs », « partisans d'accommodements à tout prix pour sauver la paix », position d'Horace Wilson (1882-1972), principal conseiller de Chamberlain. Le deuxième groupe est celui des « réalistes », « qui tiennent compte avant tout du rapport des forces et des desseins effectifs de Hitler », ce qui les mène à être « munichois » en 1938 mais « résistants » à Hitler en 1939. Enfin,

« les *intransigeants*, partisans d'une politique de fermeté, seule valable à leurs yeux, envers Hitler et Mussolini : ce sont les rebelles conservateurs, rassemblés dans le *Eden group*, ainsi que les partisans de Churchill, certains diplomates comme Oliver Harvey, le chef de cabinet de Halifax, des membres du *French lobby* du Foreign Office, etc. »

Un dirigeant peut évoluer. Ainsi Chamberlain lui-même a-t-il été d'abord un appeaser — jusqu'en mars 1939, comme nous l'avons vu — puis, avec

1 1876-1947. Notice dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., pp. 826-827, et S.Cœuré, *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Seuil, 1999, 364 p., *passim*. Ce groupe est appelé par Duroselle celui des « appeasers français » (J.-B.Duroselle, *La Décadence. 1932-1939*, Imprimerie nationale, 1979, 568 p., p. 475). Sur Bonnet : R.Frank, *La hantise du déclin. Le rang de la France en Europe, 1920-1960. Finances, défense et identité nationale*, Belin, 1994, 316 p., réédition sous le titre *La hantise du déclin. La France de 1914 à 2014*, Belin, 2014, 285 p.

beaucoup de repentirs, il a rejoint le « camp » des « réalistes ». Enfin, Jean-Baptiste Duroselle a longuement démontré qu'il n'existait **aucune relation amicale entre « décideurs » français** (dont beaucoup ne sont jamais allés au Royaume-Uni) **et britanniques**, même de la part de Daladier, qui a un beau-frère anglais : « relations courtoises, certes, mais aucune intimité » **1**.

La tradition de l'alignement français sur la Grande-Bretagne fonde un troisième facteur, bien connu : la pseudo alliance franco-britannique fonctionne sur un **piéd d'inégalité** et les adversaires parlent de « **mise en tutelle** », de « brillant second » (la France), de « liaisons dangereuses » entre John Bull et Marianne. **Conséquence anglophobe finale** : Maurras accuse la Grande-Bretagne de « tirer les ficelles », dans *L'Action française* du 26 août 1939, et Pierre Gaxotte déplore que la France soit devenue un « dominion » (*Je suis partout*, 5 septembre) **2**.

L'alignement des dirigeants français sur la Grande-Bretagne se manifeste clairement, si l'on s'en tient aux deux années 1938 et 1939, lors de trois épisodes décisifs : la première crise tchécoslovaque de septembre 1938, la deuxième (mars 1939) et l'entrée en guerre, fin août et début septembre 1939. Et la liste n'est pas limitative ! À chaque fois, comme écrit François Bédarida, « le gouvernement français, mis devant le fait accompli, a dû suivre son allié dans les options que celui-ci avait prises. » C'est d'autant plus vrai que certains dirigeants français, comme Paul Reynaud **3**, et certains dirigeants britanniques comme Anthony Eden, sont, respectivement, anglophiles et francophiles.

Il y a un élément fondamental sur lequel la politique britannique n'a pas réussi à entraîner la France : les relations avec l'Italie. La diplomatie anglaise s'est faite en vain pressante pour amener la France à faire des concessions à Mussolini, de manière à la détacher de Hitler. **Daladier, au plus tard en 1938, a résisté car Djibouti et la Corse sont françaises et la Tunisie est un protectorat français.**

Au rebours de cet échec, la diplomatie anglaise a non seulement jugé les dirigeants français, mais a cherché, en 1938 et 1939, à peser directement et sans scrupules sur les responsables de la diplomatie française ! Joseph Paul-Boncour est l'objet d'une mise en garde au sein des services britanniques, mais Georges Bonnet est *a priori* un bon acteur de la politique étrangère française et il faut chercher à obtenir le départ de Léger. C'est très clair lors de **la journée décisive du 2**

1 J.-B. Duroselle, *La Décadence. 1932-1939*, Imprimerie nationale, 1979, 568 p., pp. 202-203.

2 Hitler, lui, devant ses généraux, quelques jours plus tôt (le 14 août), avait dépeint la France « à la remorque de l'Angleterre ».

3 D'après T. Tellier, *Paul Reynaud. Un indépendant en politique. 1878-1966*, thèse remaniée, Fayard, 2005, 887 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, mai 2006, p. 403, p. 31.

septembre 1939 pendant laquelle le Foreign Office cherche à obtenir le départ du quai d'Orsay de Bonnet, qui n'est plus en faveur : les Britanniques, qui ont abandonné *l'appeasement* sont hostiles à celui qui, de France, cherche à le continuer.... Cela fonctionne, mais seulement parce que Daladier est, lui-même, décidé à se séparer de Bonnet...

Il est sûr qu'il y a à Londres pressions, empiètements, condescendance, voire commisération devant l'évolution du système politique, et tutelle. Il est certain qu'à Paris on a cherché à adhérer le plus possible à la politique britannique, sauf pour ce qui a trait aux rapports avec l'Italie, qu'on a craint de se retrouver « tout seuls ». **Cette attitude perdurera pendant la « drôle de guerre ».** Quant aux « défaitistes » français, ils se rangeront bien sûr dans le camp de Vichy.

Conclusion générale

Achevons de conclure. Et d'abord sur une image : pendant la drôle de guerre est élaboré un projet de **timbre-poste franco-britannique**, avec les effigies de George VI et Albert Lebrun ; il est dessiné par le français Henry Cheffer et gravé par Edmond Dulac, artiste français naturalisé britannique. La maquette voit le jour le... 13 juin 1940.

La tradition de la « gouvernante anglaise » n'est pas celle d'une subordination totale de la France, dont la politique conserve une **certaine latitude**. Surtout cette tradition repose sur le **constat historique et dramatique** que la victoire de 1918 n'a été possible qu'avec l'appui massif des « Anglo-Saxons » et sur le raisonnement selon lequel la **non-ratification des traités de garantie** de 1919 impose de chercher d'autres choses pour garantir la paix : la SDN, l'« alliance » avec le Royaume-Uni, la ligne Maginot et la flotte de guerre française. Plus on avance dans les années 30, plus les dirigeants français se persuadent que **la France est fragile**, économiquement et socialement, que les Français sont profondément divisés et que la nation craint viscéralement la guerre. « D'où le raisonnement : ayons la politique extérieure de nos possibilités militaires. » (F.Bédarida)

D'ailleurs la France « décadente », à la « remorque » de la « gouvernante anglaise », de septembre 1939, si elle n'a pas d'objectifs guerriers aussi clairs qu'en août 1914, **n'est pas sans atout**. Grande puissance militaire, par son armée et sa flotte de guerre — sans oublier sa ligne Maginot —, par l'alliance britannique et l'empire colonial, par le consensus « anti-boche » aussi, elle a un pouvoir exécutif restauré **1** et les pacifismes sont fort hétérogènes. **Mais drôle de guerre et désastre de mai-juin 1940...**

« On comprend aisément que, lorsqu'à partir de juin 1940 les Anglais eurent affaire au général de Gaulle, ils éprouvèrent une certaine surprise en changeant à ce point de partenaire et de style. » **2**

Dans les relations internationales d'après 1945, l'*appeasement* et Munich seront instrumentalisés pour justifier une politique de fermeté face aux agressions et aux dictateurs (*cf.* Corée, Suez et Vietnam).

1 Je rappelle la force du livre de Nicolas Roussellier, *La force de gouverner. Le pouvoir exécutif en France, XIXe-XXIe siècles*, Gallimard, 2015, 827 p.

2 Dernière phrase de la contribution de F.Bédarida.